

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/206871]

6 OCTOBRE 2022. — Décret modifiant l'article 3 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, l'article 3 du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public et les articles 43, § 3, 45, § 2^{ter}, 45bis et 45quater du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 3, § 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, le 44^o est abrogé.

Art. 2. Dans l'article 3, § 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, le 31^o est abrogé.

Art. 3. L'article 43, § 3, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité est complété par les phrases suivantes :

« Ce rapport contient un rapport de rémunération faisant état, pour chaque membre du Comité de direction de la CWaPE, des éléments suivants :

- 1^o les dates de nomination par le Parlement, de début et de fin de mandat;
- 2^o le montant de la rémunération brute annuelle perçue ainsi que les avantages connexes octroyés conformément aux modalités de rémunération fixées par le Parlement;
- 3^o le nombre de réunions du Comité de direction de la CWaPE qui ont eu lieu au cours de l'année concernée et le taux de participation de chaque membre à ces réunions;
- 4^o les éventuels rémunérations et avantages perçus en lien avec un mandat qu'il exerce sur proposition ou à la demande de la CWaPE dans le cadre du mandat pour lequel il a été nommé par le Parlement. ».

Art. 4. L'article 45, § 2^{ter}, alinéa 1^{er}, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité est complété par les 3^o, 4^o, 5^o et 6^o rédigés comme suit :

« 3^o produire un curriculum vitae ainsi qu'un extrait de casier judiciaire attestant qu'il n'a encouru aucune condamnation pénale incompatible avec l'exercice du mandat pour lequel il postule ou, à défaut, une déclaration sur l'honneur indiquant qu'il n'a pas encouru une telle condamnation;

4^o produire une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'existe pas dans son chef de conflit d'intérêt personnel direct ou indirect, en raison de l'exercice d'une activité ou de la détention d'intérêts dans une personne morale exerçant une activité concurrente à celle de la CWaPE et qu'il n'est pas membre ou sympathisant d'un organisme, parti, association ou personne morale quelle qu'elle soit, qui ne respecte pas les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les Protocoles additionnels à cette Convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide;

5^o ne pas atteindre l'âge de 65 ans accomplis dans l'année qui suit la date à laquelle il dépose sa candidature;

6^o être domicilié au sein de l'Union européenne. ».

Art. 5. À l'article 45bis du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les membres des Chambres législatives, du Parlement européen et des Parlements de Communauté et de Région, les Ministres, les Secrétaires d'État fédéraux, les membres d'un Gouvernement de Communauté ou de Région, les Secrétaires d'État régionaux, les gouverneurs de province, les membres d'un conseil provincial, les membres d'un exécutif provincial ou communal, les membres de cabinet d'un Ministre, Secrétaire d'État fédéral, membre d'un Gouvernement de Communauté ou de Région, Secrétaire d'État régional, ainsi que les membres des organes d'intercommunales actives dans la distribution d'énergie ne peuvent pas être membre du comité de direction. »;

2^o le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, est complété par les mots :

« Ils ne peuvent pas non plus exercer une fonction de conseiller externe ou de consultant régulier au bénéfice de la CWaPE. »;

3^o le paragraphe 2, alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« Les interdictions prévues à l'alinéa 1^{er} subsistent pendant un an après la fin du mandat du titulaire. »;

4^o le même article est complété par un paragraphe 6 rédigé comme suit :

« § 6. Au plus tard pour le 1^{er} juin de l'année qui suit l'exercice concerné, chaque membre du Comité de direction de la CWaPE communique au Parlement une déclaration annuelle de mandats, fonctions et rémunération faisant état des éléments suivants :

1^o le montant de la rémunération lui versée en lien avec le mandat qu'il exerce ainsi que des avantages connexes octroyés conformément aux modalités de rémunération fixées par le Parlement;

2^o les autres mandats confiés ou proposés par la CWaPE qu'il occupe dans le cadre de l'exercice des missions lui incombant;

3^o les mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique visés à l'article L5111-1, 6^o, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation qu'il exerce ainsi que les rémunérations perçues en lien avec ces mandats.

Le Parlement établit un modèle de déclaration. À cette déclaration le membre annexe ses fiches fiscales.

Le Parlement vérifie la conformité des déclarations reçues. Il peut se faire communiquer par le membre une copie de son avertissement-extrait de rôle à l'impôt des personnes physiques, de sa déclaration fiscale ainsi que de tout document comptable ou de toute pièce justificative en sa possession. S'il existe des indices de manquement ou

d'irrégularité, le Parlement peut se faire communiquer par tout tiers une copie de l'avertissement-extrait de rôle du mandataire, de sa déclaration fiscale ainsi que de tout document comptable ou de toute pièce justificative en sa possession.

Le Parlement veille au respect de la confidentialité des données à caractère personnel qu'il traite. Les déclarations et fiches fiscales sont conservées pendant une période de six ans. À l'issue de ce délai, il veille à leur destruction. ».

Art. 6. L'article 45^{quater} du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Tout membre du Comité de direction démis de ses fonctions au terme de la procédure de révocation arrêtée par le Parlement ne peut être à nouveau désigné au même poste. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 6 octobre 2022.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

C. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

C. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2022-2023.

Documents du Parlement wallon, 932 (2021-2022) N° 1 à 3

Compte rendu intégral, séance plénière du 5 octobre 2022

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/206871]

6. OKTOBER 2022 — Dekret zur Abänderung von Artikel 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters, von Artikel 3 des Dekrets der Wallonischen Region vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses und der Artikel 43 § 3, 45 § 2^{ter}, 45^{bis} und 45^{quater} des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel 3 § 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters wird Ziffer 44 aufgehoben.

Art. 2 - In Artikel 3 § 1 des Dekrets der Wallonischen Region vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses wird Ziffer 31 aufgehoben.

Art. 3 - Artikel 43 § 3 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts wird durch folgende Sätze ergänzt:

„Dieser Bericht enthält einen Vergütungsbericht, der für jedes Mitglied des Direktionsausschusses der CWaPE Folgendes ausweist:

1° die Daten der Ernennung durch das Parlament, des Beginns und des Endes des Mandats;

2° die Höhe der bezogenen Bruttojahresentlohnung sowie der damit verbundenen Vorteile, die gemäß den vom Parlament festgelegten Entlohnungsmodalitäten gewährt wurden;

3° die Anzahl der Sitzungen des Direktionsausschusses der CWaPE, die im Laufe des betreffenden Jahres stattgefunden haben, und die Anwesenheitsquote jedes Mitglieds an diesen Sitzungen;

4° etwaige Entlohnungen und Vorteile, die er in Verbindung mit einem Mandat erhält, das er auf Vorschlag oder auf Anfrage der CWaPE im Rahmen des Mandats ausübt, für das er vom Parlament ernannt wurde.“

Art. 4 - Artikel 45 § 2^{ter} Absatz 1 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts wird durch die wie folgt verfassten Ziffern 3, 4, 5 und 6 ergänzt:

3° einen Lebenslauf und einen Auszug aus dem Strafregister vorlegen, aus dem hervorgeht, dass sie nicht strafrechtlich verurteilt worden sind, was mit der Ausübung des Mandats, für das sie sich bewerben, unvereinbar ist, oder, anderenfalls, eine ehrenwörtliche Erklärung abgeben, dass sie nicht strafrechtlich verurteilt worden sind;

4° eine ehrenwörtliche Erklärung abgeben, dass kein direkter oder indirekter persönlicher Interessenkonflikt aufgrund der Ausübung einer Tätigkeit oder des Besitzes von Anteilen an einer juristischen Person besteht, die eine mit der CWaPE konkurrierende Tätigkeit ausübt, und dass sie nicht Mitglied oder Sympathisant einer Organisation, Partei, Vereinigung oder juristischen Person sind, die die demokratischen Grundsätze missachtet, wie sie insbesondere in der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten niedergelegt sind, in den in Belgien geltenden Zusatzprotokollen zu dieser Konvention, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkrieges vom deutschen nationalsozialistischen Regime begangenen Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes;

5° innerhalb eines Jahres nach Einreichung der Bewerbung das Alter von 65 Jahren noch nicht erreicht haben;

6° ihren Wohnsitz in der Europäischen Union haben.“

Art. 5 - In Artikel 45^{bis} desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 erhält folgende Fassung:

“§ 1. Die Mitglieder der gesetzgebenden Kammern, des Europäischen Parlaments und der Gemeinschafts- und Regionalparlamente, die Minister, die föderalen Staatssekretäre, die Mitglieder einer Gemeinschafts- oder Regionalregierung, die regionalen Staatssekretäre, die Provinzgouverneure, die Mitglieder eines Provinzialrats, Mitglieder einer Provinz- oder Gemeindeexekutive, Mitglieder eines Kabinetts eines Ministers, eines föderalen Staatssekretärs, eines Mitglieds einer Regierung einer Gemeinschaft oder Region, eines regionalen Staatssekretärs sowie die Mitglieder der Organe von Interkommunalen, die im Bereich der Energieverteilung tätig sind, dürfen nicht Mitglied des Direktionsausschusses sein.“;

9° Paragraph 2 Absatz 1 wird folgendermaßen ergänzt:

“Sie dürfen auch nicht als externe Berater oder regelmäßige Berater für die CWaPE tätig sein.“;

3° Paragraph 2 Absatz 2 erhält folgende Fassung:

“Die in Absatz 1 vorgesehenen Verbote bleiben noch während eines Jahres nach dem Ende des Mandats des Inhabers bestehen.“;

4° derselbe Artikel wird durch einen Paragraphen 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 6. Jedes Mitglied des Direktionsausschusses der CWaPE übermittelt dem Parlament spätestens bis zum 1. Juni des Jahres, das auf das betreffende Geschäftsjahr folgt, eine jährliche Erklärung über seine Mandate, Funktionen und Entlohnungen, in der Folgendes angegeben ist:

1° die Höhe der bezogenen Bruttojahresentlohnung, die ihm im Zusammenhang mit dem von ihm ausgeübten Mandat gezahlt wird, sowie der damit verbundenen Vorteile, die gemäß den vom Parlament festgelegten Entlohnungsmodalitäten gewährt wurden;

2° die anderen von der CWaPE übertragenen oder vorgeschlagenen Mandate, die er im Rahmen der Ausübung der ihm obliegenden Aufgaben wahrnimmt;

3° die öffentlichen Mandate, Ämter und Aufträge politischer Art gemäß Artikel L5111-1, 6°, des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, die er ausübt, sowie die im Zusammenhang mit diesen Mandaten erhaltenen Entlohnungen.

Das Parlament erstellt ein Muster für die Erklärung. Dieser Erklärung fügt das Mitglied seine Steuerunterlagen bei.

Das Parlament prüft die Konformität der eingegangenen Erklärungen. Es kann sich von dem Mitglied eine Kopie seiner Steuerbescheid in Bezug auf die Steuer der natürlichen Personen, seiner Steuererklärung sowie aller Buchhaltungsunterlagen oder Belege, die sich in seinem Besitz befinden, übermitteln lassen. Wenn es Hinweise auf einen Verstoß oder eine Unregelmäßigkeit gibt, kann das Parlament von jedem Dritten eine Kopie der Steuererklärung des Mandatsträger, seiner Steuererklärung sowie aller in seinem Besitz befindlichen Buchhaltungs- oder Belege erhalten.

Das Parlament stellt sicher, dass die Vertraulichkeit der von ihm verarbeiteten personenbezogenen Daten gewahrt wird. Die Steuererklärungen und -unterlagen werden für einen Zeitraum von sechs Jahren aufbewahrt. Nach Ablauf dieser Frist sorgt es für ihre Vernichtung.“.

Art. 6 - Artikel 45^{quater} desselben Dekrets wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Ein Mitglied des Direktionsausschusses, das nach Abschluss des vom Parlament beschlossenen Widerrufsverfahrens seines Amtes enthoben wurde, kann nicht erneut für denselben Posten benannt werden.“.

Wir verkünden das vorliegende Dekret, und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 6. Oktober 2022

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

C. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
C. COLLIGNON
Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
A. DOLIMONT
Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2022-2023
Dokumente des Wallonischen Parlaments 932 (2021-2022) Nrn. 1 bis 3
Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 5. Oktober 2022.
Diskussion
Abstimmung

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/206871]

6 OKTOBER 2022. — Decreet tot wijziging van artikel 3 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder, artikel 3 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut en artikelen 43, § 3, 45, § 2^{ter}, 45^{bis} en 45^{quater} van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 3, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder, wordt 44° opgeheven.

Art. 2. In artikel 3, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, wordt 31° opgeheven.

Art. 3. Artikel 43, § 3, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt wordt aangevuld met de volgende zinnen:

“ Dit verslag bevat een bezoldigingsverslag voor elk lid van het Directiecomité van de CWaPE, met de volgende elementen :

1° de data van benoeming door het Parlement, van het begin en het einde van het mandaat;

2° het bedrag van de jaarlijks ontvangen brutobezoldiging en de daarmee verbonden voordelen, overeenkomstig de door het Parlement vastgestelde bezoldigingsmodaliteiten;

3° het aantal vergaderingen van het Directiecomité van de CWaPE in het betrokken jaar en het aanwezigheidspercentage van elk lid op deze vergaderingen;

4° de mogelijke vergoedingen en voordelen die ontvangen zijn in verband met een mandaat dat het lid op voorstel of op verzoek van de CWaPE uitoefent in het kader van het mandaat waarvoor het lid door het Parlement is benoemd.”.

Art. 4. Artikel 45, § 2^{ter}, lid1, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt wordt aangevuld met 3°, 4°, 5° en 6°, luidend als volgt :

“ 3° een curriculum vitae en een uittreksel uit het strafregister indienen waaruit blijkt dat het lid geen strafrechtelijke veroordeling heeft opgelopen die onverenigbaar is met de uitoefening van het mandaat waarvoor het solliciteert, of, bij gebreke daarvan, een verklaring op erewoord dat het geen dergelijke veroordeling heeft opgelopen;

Een verklaring op erewoord indienen waaruit blijkt dat het lid geen rechtstreeks of onrechtstreeks persoonlijk belangenconflict heeft als gevolg van de uitoefening van een activiteit of het hebben van belangen in een rechtspersoon die een activiteit uitoefent die concurreert met die van de CWaPE en dat het geen lid of voorstander is van een orgaan, partij, vereniging of rechtspersoon van welke aard ook die de democratische beginselen van met name het Verdrag tot bescherming van de rechten van de Mens en de fundamentele vrijheden niet eerbiedigt, van de in België geldende Aanvullende Protocolen bij dit Verdrag, van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, of van elke andere vorm van genocide;

5° de volle leeftijd van vijfenzeftig jaar niet bereikt hebben in het jaar volgend op de datum waarop het lid zich kandidaat stelt;

6° binnen de Europese Unie woonachtig zijn. ”.

Art. 5. In artikel 45^{bis} van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

“ § 1. De leden van de wetgevende Kamers, van het Europees Parlement en van de parlementen van de Gemeenschappen en de Gewesten, de Ministers, de Staatssecretarissen, de leden van een gemeenschaps- of gewestregering, de gewestelijke staatssecretarissen, provinciegouverneurs, leden van een provincieraad, de leden van een provinciale of gemeentelijke executieve, de kabinetsleden van een minister, federale staatssecretaris, lid van een Gemeenschaps- of Gewestregering, gewestelijke staatssecretaris, alsook de leden van organen van intercommunales die actief zijn in de energiedistributie, mogen geen lid zijn van het directiecomité. ”;

2° paragraaf 2, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende woorden :

“Zij mogen ook niet fungeren als externe adviseurs of regelmatige consultants ten dienste van de CWaPE.”;3° paragraaf 2, tweede lid, wordt vervangen als volgt:

“De verbodsbepalingen bedoeld in het eerste lid blijven bestaan gedurende een jaar na het einde van het mandaat van de houder.”;

4° hetzelfde artikel wordt aangevuld met paragraaf 6, luidend als volgt :

“ § 6. Uiterlijk op 1 juni van het jaar volgend op het betrokken boekjaar dient elk lid van het directiecomité van de CWaPE een jaarlijkse verklaring bij het Parlement in betreffende zijn mandaten, functies en bezoldiging, waarin het volgende wordt vermeld :

1° het bedrag van de in verband met het uitgeoefend mandaat ontvangen bezoldiging en de daarmee verbonden voordelen, overeenkomstig de door het Parlement vastgestelde bezoldigingsmodaliteiten;

2° de andere door de CWaPE toevertrouwde of voorgestelde mandaten die het lid bij de uitoefening van zijn opdrachten vervult;

3° de openbare mandaten, functies en ambten van politieke aard bedoeld in artikel L5111-1, 6°, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en van de decentralisatie die het lid uitoefent, alsmede de bezoldiging die het in het kader van deze mandaten ontvangt.

Het Parlement stelt een model van verklaring op. Bij deze verklaring voegt het lid zijn fiscale fiches.

Het Parlement verifieert de conformiteit van de ontvangen verklaringen. Hij kan van het lid een afschrift ontvangen van zijn aanslagbiljet van de personenbelasting, zijn belastingaangifte en elk boekhoudkundig document of bewijsstuk dat in zijn bezit is.<0

Indien er aanwijzingen zijn van een tekortkoming of onregelmatigheid, kan het Parlement van welke derde dan ook een afschrift ontvangen van het aanslagbiljet van de mandataris, van zijn belastingaangifte en van elk boekhoudkundig document of bewijsstuk in zijn bezit.<0

Het Parlement zorgt ervoor dat de persoonsgegevens die het verwerkt, vertrouwelijk blijven. De belastingaangiften en fiscale fiches worden gedurende tien jaar bewaard. Na afloop van deze termijn zorgt het voor de vernietiging ervan.”.

Art. 6. Artikel 45quater van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Elk lid van het directiecomité dat uit zijn ambt is ontheven na afloop van de door het Parlement vastgestelde ontslagprocedure, kan niet herbenoemd worden in dezelfde functie.”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Namen, 6 oktober 2022.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
C. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
C. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2022-2023.

Stukken van het Waals Parlement, 932 (2021-2022) Nrs. 1 tot 3

Volledig verslag, openbare vergadering van 5 oktober 2022.

Bespreking.

Stemming.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/206901]

13 OCTOBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) 2018/848 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques, et abrogeant le règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil;